



Syndicat Solidaires Finances Publiques
Boîte 29
80 rue de Montreuil
75 011 Paris

Monsieur le Président de la République
Le Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg Saint Honoré
75 008 Paris

Paris, le 9 mai 2016

Monsieur le Président de la République,

Solidaires Finances Publiques, 1ère organisation syndicale à la DGFIP tient à vous faire part du malaise qui frappe l'ensemble des agents de la DGFIP suite à la mise à jour de l'affaire dite des "Panama papers". Cette affaire a été divulguée par un consortium de journalistes, après un travail d'investigation remarquable. Elle émerge après d'autres du même type mettant ainsi en exergue l'existence d'un véritable système planétaire et organisé d'évasion et d'optimisation fiscales. Bien entendu, les acteurs de ce système ne sont pas tous connus, mais tous appartiennent plus ou moins à un cercle très limité qui mêle personnalités du monde des affaires, du monde politique, de la haute administration, mais également personnalités du spectacle et du sport.

Ces affaires mettent en évidence l'existence d'un système organisé d'évasion et d'optimisation fiscales facilité par l'impunité accordée par des États qui institutionnalisent des fonctionnements de type paradis fiscaux. Outre qu'ils favorisent des opérations de blanchiment et qu'ils échappent à toute taxation fiscale et sociale, ils alimentent dans certains cas les circuits mafieux ou même terroristes.

Cette fraude fiscale grève lourdement les budgets des États, dont le nôtre et constitue une atteinte intolérable contre l'égalité des citoyens, des contribuables face à l'impôt. Alors même que ce type d'affaire n'était pas encore publique, notre organisation évaluait la fraude fiscale pour ce qui concerne la France entre 60 et 80 milliards d'euros annuels. Ce système instrumentalisé au service d'une minorité, les plus riches, au détriment d'une majorité, les plus pauvres, enserme nos sociétés dans des politiques d'austérité insupportables qui fragilisent l'intérêt général et qui sont d'évidence inefficaces du point de vue économique et social.

Pour Solidaires Finances Publiques, cette situation conduit à la remise en cause profonde du modèle républicain, social et laïque dont nous avons hérité. Au quotidien, les agents de la DGFIP sont les premiers témoins des conséquences néfastes de ce type d'affaire qui

encourage et légitime pour certains l'incivisme fiscal et mine globalement le consentement à l'impôt. Pratiquée à cette échelle, la fraude fiscale et l'évasion fiscale constituent non seulement une distorsion de concurrence, fiscale et sociale, entre les acteurs économiques et les États, mais aussi un véritable acte de terrorisme économique et social dont les principales victimes sont les plus faibles et les plus fragiles de nos concitoyens, qu'ils soient des particuliers ou des entreprises.

Au stade où nous en sommes, il est patent que la DGFIP ne dispose pas de tous les moyens législatifs et humains lui permettant d'agir à tous les niveaux contre les pratiques et agissements frauduleux. Pire, le montant actuel des régularisations réalisées dans le cadre du service de traitement des déclarations rectificatives (STDR) et le recours systématique à des applications informatiques d'aide à la gestion des dossiers et au contrôle peuvent laisser penser que l'administration arrive à endiguer le flot de la fraude. Tel n'est pas le cas et nous vous conjurons à prendre conscience que la lutte contre la fraude fiscale doit faire l'objet d'un volontarisme d'Etat sans précédent. Pour Solidaires Finances Publiques, il est indispensable d'octroyer à la DGFIP des moyens exceptionnels pour lui permettre de s'attaquer à ce fléau qui peut s'apparenter à une forme de terrorisme fiscal et social. Il en va du pacte républicain et d'une véritable souveraineté.

Monsieur le Président de la République, vos déclarations du Bourget avaient soulevé un vaste élan d'espoir. Les agents de la DGFIP attendent de vous que vous engagiez une lutte sans merci envers celles et ceux qui misent sur l'effondrement de notre modèle social pour s'enrichir encore plus au détriment du plus grand nombre. Nous pouvons, sans trahir la pensée de toutes et tous les agents de la DGFIP, vous garantir qu'ils seront résolument à vos côtés dans cette lutte.

A cette fin, nous vous demandons, Monsieur le Président de la République, de nous donner tous les moyens indispensables pour agir avec efficacité et fermeté. C'est somme toute assez facile : il vous suffit d'arrêter de supprimer en masse des emplois dans l'administration qui aurait dû, démocratiquement et sous le contrôle du parlement, être à l'origine de ces découvertes, la DGFIP, et de procéder à des recrutements conséquents et rapides notamment d'inspecteurs des finances publiques afin de renforcer les services de contrôle. Nous vous demandons également de garantir aux lanceurs d'alerte **un statut protecteur, afin de ne pas tarir la source de certaines affaires.**

Vincent DREZET
Secrétaire Général Solidaires Finances Publiques

